



Colloque « École et Nation »

*Intervention de Monsieur le ministre*1^{er} avril 2010

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs les professeurs,

En France, l'École de la République est le premier creuset de la Nation. Issue des aspirations des Lumières, ce pacte indéfectible entre la Nation et son École a longtemps fait consensus.

Pour s'en convaincre, il suffit d'évoquer la figure mythique des hussards noirs de la République popularisée par Charles Péguy. Mais il faut sans doute remonter plus loin car en France, l'alphabétisation s'inscrit dans un processus de longue durée. Danton avait tracé la voie en affirmant : « après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple ». Par la suite, le flambeau des Lumières fut repris par Guizot qui imposa, en 1833, l'ouverture d'une école primaire élémentaire dans chaque commune de France et d'une école normale primaire par département.

La République triomphante des années 1880 paracheva cette œuvre qui singularisa, qui identifia la Nation française dans le monde. Mais le projet des pères fondateurs de la République et de l'École, à commencer bien sûr par Jules Ferry, était beaucoup plus ambitieux. La mission assignée aux instituteurs était non seulement d'instruire les jeunes générations (lire, écrire, compter), mais encore d'instituer la Nation, c'est-à-dire de transmettre les valeurs universelles de la République à tous les enfants de France.

Le Tour de la France par deux enfants, manuel mythique qui a accompagné des générations d'élèves dans leur apprentissage de la lecture, illustre cette vision unificatrice de la Nation



que les Républicains entendaient transmettre aux plus jeunes. Mais il ne faut pas s'y tromper : la France unifiée que découvraient les écoliers à travers les aventures d'André et de Julien n'était en rien une France uniforme. C'était une France riche de sa diversité, de ses paysages, de son patrimoine, de ses traditions et de ses grands hommes. Mais une France unie par une même volonté de vivre ensemble. Une volonté concordante avec la définition qu'Ernest Renan donnait de la Nation en 1882, quelques semaines avant l'adoption de la loi sur l'obligation de scolarité de six à douze ans : « L'existence d'une Nation est [...] un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie ». Plus que tout autre, l'École fut le lieu de ce plébiscite.

Pour se convaincre du dévouement des maîtres à la cause de la Nation, il suffit de se souvenir qu'ils furent les premiers à tomber au champ d'honneur pendant la Première guerre mondiale. Et ce n'est pas sans émotion que j'ai déposé en novembre dernier une gerbe au pied de la plaque qui, dans la cour du ministère de l'Education nationale, rappelle leur sacrifice.

Plus d'un siècle après les lois fondatrices des années 1880, L'École dont j'ai la responsabilité n'a pas perdu l'ambition intégratrice et émancipatrice que lui avaient fixée ses fondateurs.

Les temps ont changé bien sûr. Après le combat de l'alphabétisation, nous avons su remporter celui de la massification pour conduire des générations toujours plus nombreuses vers le baccalauréat, aujourd'hui obtenu par 66% d'une classe d'âge, et vers les études supérieures. Par delà ces mutations, notre Ecole demeure ce lieu unique où les relations humaines doivent être libérées des instincts barbares et de la lutte de tous contre tous.

L'Ecole est en effet un lieu sans égal qui doit créer la seule communauté acceptable, celle de la transmission de la connaissance et du respect de l'autre. Etrangère à toute idée de privilèges, qu'ils soient culturels, économiques ou sociaux, l'École a pour ambition de conduire chaque élève vers la réussite. Par là-même, elle est le premier vecteur de



l'intégration sociale et doit conduire chaque élève vers l'exercice de la citoyenneté et les responsabilités de l'âge adulte.

De même, l'Ecole de la République ne saurait privilégier nulle caste sociale, nul symbole religieux, nulle pratique d'intolérance. Elle ne tolère aucune affirmation dogmatique : c'est le fondement même de la laïcité telle que nous la concevons.

Mais aujourd'hui, cette ambition républicaine, cette aspiration méritocratique et même le lien organique entre l'Ecole et la Nation semblent mis à mal, au point que certains en viennent à douter de la force intégratrice et émancipatrice du projet scolaire de la Nation. Il y a plusieurs raisons à cette perte de confiance :

L'idée même de Nation est remise en cause. Elle l'est d'abord par la mondialisation des échanges qui tend à effacer les frontières historiques, mais aussi les traditions héritées au profit d'une culture plus uniforme. Certains sont même allés jusqu'à prédire un monde sans souveraineté. Mais l'idée de Nation est aussi remise en cause par l'émergence au cours des quarante dernières années des revendications particulières, qu'elles émanent des territoires ou des communautés.

Dans le même temps, **le pacte républicain paraît ébranlé.** Il l'est d'abord parce que nous peinons à assurer une réelle égalité des chances à tous les enfants de la République. Ainsi, un enfant d'ouvrier entré en classe de seconde générale et technologique a 5 fois moins de chance qu'un enfant de famille favorisée d'accéder, trois ans plus tard, en classe préparatoire. Mais ce n'est pas tout, plus de 80% des enfants des milieux favorisés accèdent à l'enseignement supérieur, contre seulement 40% des enfants d'ouvriers.

Les chiffres sont sans appel, **il nous faut relancer l'ascenseur social.** En effet, que vous soyez de Guéret ou de Bordeaux, de Trappes ou de Meudon, que vous souffriez d'un handicap ou que vous soyez pleinement valide, que vous soyez fille ou garçon, vos chances ne sont pas tout-à-fait les mêmes. Oui, je l'affirme, l'École qui a su relever le défi de la massification, n'a pas encore réussi la réelle démocratisation.



Cette situation est un défi lancé à notre École. En effet, elle est plus que jamais interrogée par nos concitoyens sur sa capacité à répondre à la promesse de la République : ne laisser personne au bord du chemin.

L'ensemble des réformes en cours n'a d'autre but que de **permettre à l'École de renouer avec sa mission intégratrice**. La création des réseaux « Ambition réussite » à partir de 2006, la mise en œuvre de la Dynamique « Espoir banlieues », le renforcement des moyens dans les établissements les plus difficiles ou encore la création des internats d'excellence répondent à cette exigence d'équité pour tous les élèves, quelle que soit leur origine. C'est précisément l'ambition de la réforme du lycée, dont je présenterai la dernière étape – la réforme des séries STI et STL – au conseil supérieur de l'Éducation cet après-midi même.

En voulant mieux orienter, nous souhaitons offrir l'assurance de la réussite pour chaque lycéen et non le maintien des privilèges culturels, économiques ou sociaux totalement antinomiques avec l'idéal républicain. En cherchant à mieux accompagner, nous prenons acte que l'École est d'abord le lieu d'apprentissage des savoirs, mais qu'elle est aussi le domaine privilégié de la construction en commun d'un espace de dialogue et de respect où la violence et l'extrémisme n'ont pas droit de cité. En choisissant de mieux adapter le lycée à son époque, nous donnons à chaque élève une chance supplémentaire de s'intégrer à la société complexe de l'information et de la connaissance.

Mais, il est clair que l'intégration de chacun, la cohésion de la Nation passent aussi par l'adhésion à des valeurs. Et seule l'École est capable de transmettre des valeurs universelles, celles de la République.

Voilà pourquoi, il y a quelques années, le législateur a tenu à graver la mission civique de l'École dans le marbre de la loi. En effet, la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 rappelle « qu'outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République ».



Aujourd'hui, je crois qu'il est impératif de s'interroger sur la nature des liens entre l'École et la Nation, sur leur histoire, mais aussi sur leurs remises en causes récentes et sur les perspectives d'avenir.

Face à des questions aussi complexes, j'ai la conviction profonde que **nous avons besoin de prendre le temps de la réflexion**. Nous avons besoin de prendre de la distance, de tracer des perspectives, et surtout de croiser les points de vue. Oui, mesdames et messieurs, **nous avons besoin de nous tourner vers les chercheurs**, nous avons besoin de votre expertise, de votre recul scientifique.

Voilà pourquoi j'ai souhaité que l'Institut national de la Recherche pédagogique, établissement public sous tutelle des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche, pose les bases d'une vaste réflexion scientifique sur ce sujet.

Le programme du séminaire scientifique qui a été conçu par Jacques Moret et ses équipes me paraît particulièrement riche et je tiens à vous remercier d'avoir accepté d'y apporter votre contribution.

Je suis en particulier sensible à deux dimensions de la réflexion qui s'engage aujourd'hui. D'abord, la **diversité des approches et des disciplines mobilisées** qui garantissent la richesse et la pluralité des débats.

Ensuite, la **dimension internationale du colloque** et la présence de nombreux chercheurs étrangers parmi nous témoignent de l'ambition scientifique de cette manifestation. Elle était à mes yeux essentiels. D'abord pour enrichir notre réflexion du regard que nos voisins portent sur notre pays. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que la question du rapport entre l'École et la Nation se pose partout en Europe et même au-delà.



L'Éducation nationale, tous ses acteurs et ses partenaires attendent beaucoup de votre réflexion. Voilà pourquoi j'ai tenu à être présent avec vous ce matin pour ouvrir ce séminaire. J'en suivrai les travaux de près et je souhaite que les actes puissent rapidement publiés afin d'être mis à la disposition de la communauté scientifique, mais aussi de la communauté éducative et de tous nos concitoyens.

Avant de laisser la parole au professeur Antoine Prost, l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de notre École, pour sa conférence inaugurale, je voudrais vous faire part d'une conviction profonde :

Au moment où la crise bouleverse tous nos repères et remet en cause nos représentations les mieux établies. Au moment où nos concitoyens souffrent dans leur chair. Au moment où ils s'inquiètent pour leur avenir et plus encore pour celui de leurs enfants, **le sentiment d'appartenance à la Nation est une valeur refuge.** Mais l'intégration n'est pas spontanée. Elle se construit. Elle se construit par l'écoute de chacun, par le respect de tous, mais surtout par l'apprentissage à l'École d'un socle de connaissances partagées. Par delà les histoires et les trajectoires individuelles de chacun, ce cheminement est la meilleure garantie du vivre ensemble.